

ABGF 2008

ALTERNATIVE BUDGETAIRE POUR LE GOVERNEMENT FÉDÉRAL EN 2008

Un budget sur lequel les Canadiens peuvent compter

Budget en bref

Les budgets sont des documents éminemment politiques, qui reflètent les valeurs et les priorités des gouvernements qui les préparent. Ils sont fondamentalement le résultat de nombreux choix. Les priorités et les choix budgétaires mis de l'avant dans l'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral de cette année sont tout à l'opposé des priorités du gouvernement conservateur minoritaire qui est actuellement en place.

Dans le contexte d'excédents financiers sains et de la menace d'un ralentissement économique, l'ABGF de 2008 livre un budget sur lequel les Canadiens peuvent compter, en temps de crise comme en période de prospérité. Il s'attaque aux problèmes pressants en matière de viabilité en investissant dans une action significative pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il vise aussi à renforcer les services publics essentiels dont profitent les riches, la classe moyenne et les personnes vulnérables — nombre d'entre elles devant faire face à une insécurité financière découlant d'un emploi précaire et de la stagnation des salaires.

L'ABGF de 2008 fait de cette année l'année de la réduction de la pauvreté, en cette époque où le Canada peut très bien se

permettre de diminuer les taux de pauvreté intolérablement persistants qui sont observables dans certains groupes, tels que les Premières nations, les femmes, les minorités visibles, les néo-Canadiens, les jeunes familles qui élèvent des enfants et les personnes âgées. Il reflète une accumulation croissante de preuves montrant que l'écart en revenu entre les riches et le reste des Canadiens est inacceptable, et il propose des solutions propres à réduire les inégalités, à rétablir l'équité de notre régime fiscal et à fournir le soutien public dont ont besoin les Canadiens, peu importe leur revenu, parce que ce n'est pas uniquement une question de revenu, mais aussi une question de qualité de vie.

L'ABGF est le résultat de délibérations collaboratives réunissant des représentants d'une vaste gamme d'organisations de la société civile. Il place les intérêts à long terme des Canadiens devant les gains politiques à court terme, en garantissant que nos investissements nationaux profitent à la majorité et renforcent notre nation sur le plan économique et social.

Les priorités et les choix du gouvernement conservateur ne pourraient être plus différents : des baisses de l'impôt des

particuliers, dont l'incidence a été négligeable pour les individus mais qui ont eu globalement pour effet de diminuer notre capacité à répondre aux besoins des Canadiens en services publics; des réductions de l'impôt sur le revenu des sociétés destinées à placer le Canada en tête dans une course vers le bas dont personne ne ressort vainqueur, sauf les grandes entreprises; des hausses marquées des dépenses militaires et des compressions budgétaires dans la plupart des autres secteurs.

L'héritage de ce gouvernement minoritaire est marqué par la négligence : le gouvernement conservateur ne s'est pas préoccupé de certains des enjeux les plus pressants de notre époque. Le changement climatique est le problème le plus urgent sur la planète puisque ses conséquences environnementales, humaines et économiques pourraient être catastrophiques, et pourtant l'inefficacité du plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre du gouvernement Harper a été généralement dénoncée. Le gouvernement a été très actif du côté de la défense : non seulement son engagement à consacrer un montant estimatif de 22 milliards de dollars à des acquisitions d'ordre militaire fait dévier le Canada de son rôle de maintien de la paix pour lequel il est respecté partout dans le monde, mais il rend le pays incapable de répondre à des besoins sociaux urgents. Même en travaillant plus dur, les Canadiens ont du mal à se procurer les éléments de base : logement, soins des enfants et études postsecondaires. Les deux derniers budgets conservateurs ne comportaient aucune mesure destinée à apporter une solution à ces problèmes. Les Canadiens n'ont pas pu compter sur leur gouvernement pour les aider en période difficile.

Sur la scène internationale, le gouvernement conservateur minoritaire a terni la réputation du Canada par son appui automatique aux politiques militaires et environnementales des États-Unis, son refus de respecter ses engagements internationaux et son intention de transformer notre armée en une force de combat intégrée dans l'appareil militaire américain. Il s'est servi de la mission en Afghanistan pour progresser dans cette voie, en procédant au plus grand renforcement des forces militaires depuis la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit d'une mission qui a biaisé les priorités du Canada en matière de développement international et qui a occasionné des coûts humains et financiers énormes; malgré sa présence depuis plus de cinq ans, la situation politique s'est détériorée dans la région.

Nous pourrions faire tellement plus. Le Canada est l'une des nations les plus riches au monde, avec une économie — la hu-

itième en importance sur la planète — qui a littéralement doublé depuis 1981. Il a connu une forte croissance économique au cours des dix dernières années, et c'est le seul pays du G-7 qui a connu une série ininterrompue d'excédents budgétaires.

Toutefois, ce ne sont pas tous les Canadiens qui ont profité de cette prospérité. L'écart de revenu entre les riches et le reste des Canadiens a grandi si rapidement qu'il a pour ainsi dire annulé tous les gains faits depuis la Seconde Guerre mondiale. Les familles de la classe moyenne ne sont pas mieux nanties qu'il y a 30 ans; les riches sont devenus très riches. Par ailleurs, bien que les Canadiens aient continué d'accroître leur productivité au travail, celui-ci ne leur rapporte pas autant qu'auparavant. Les familles canadiennes travaillent en moyenne 200 heures de plus par année qu'il y a à peine 10 ans, mais les salaires réels moyens sont stagnants depuis 30 ans. On constate avec consternation que 80 % des familles canadiennes rentrent aujourd'hui chez elles avec une plus petite part du « gâteau économique » par rapport à la génération précédente. En revanche, les parts de profit des sociétés n'ont jamais été aussi élevées en 40 ans. Bref, les sociétés ne partagent pas la richesse.

Les avantages de la croissance économique n'ont pas été ressentis de la même façon dans les différentes provinces et les différents secteurs. Les profits disproportionnés affichés par le secteur pétrolier ont été contrebalancés par une baisse marquée dans le secteur de la fabrication, ce qui s'est traduit par le dépeuplement de certaines collectivités dans l'est du pays alors qu'un grand nombre de travailleurs déplacés se dirigeaient vers l'ouest pour trouver du travail. En outre, menace à l'horizon, l'économie américaine montre des signes de faiblesse alors que les économistes internationaux commencent lentement à rajuster leurs projections à la baisse.

Le gouvernement actuel a raté une occasion sans précédent de réduire l'écart grandissant entre les riches et les autres Canadiens; de remplir la promesse faite unanimement par le Parlement en 1989 d'éliminer la pauvreté chez les enfants; d'offrir des mesures de soutien financier et social aux travailleurs déplacés ou mis à pied; de réparer les injustices dont les Autochtones ont été victimes dans le passé; de rétablir et d'accroître le financement des études postsecondaires, des services publics de soins de santé et des régimes de pensions; d'établir et de financer un système universel de garde d'enfants afin que nos enfants aient accès à la meilleure éducation préscolaire et que les parents aient le soutien nécessaire pour concilier le travail et la famille. Au lieu d'investir l'excédent financier du Canada dans ces initiatives vitales, que les Canadiens veulent, le gou-

vernement conservateur a annoncé qu'il utiliserait l'ensemble de cet excédent pour réduire les impôts et accélérer les paiements au titre de la dette nationale.

Il a affecté immédiatement 10 milliards de dollars à la dette nationale et 3 milliards de dollars pour chaque année subséquente, poussant le rapport dette-PIB « visé » de 25 % jusqu'en 2011–2012. L'argent « économisé » grâce à la réduction des paiements d'intérêts sur la dette servirait à diminuer les impôts, ce qui réduirait notre capacité financière nationale de 2,5 milliards de dollars en revenus perdus.

Une telle attitude, pour un gouvernement minoritaire, est scandaleuse. Son programme de réduction des impôts diminue la capacité financière du Canada de plus de 190 milliards de dollars sur les six prochaines années. Ce montant pourrait, et devrait, servir à financer des programmes et des services sur lesquels tous les Canadiens peuvent compter, mais en quelques années — en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire — il aura disparu sans rien laisser de durable pour cette génération de Canadiens et les générations futures.

Dans sa Mise à jour économique et financière, le gouvernement conservateur affirmait que la meilleure façon de contrer l'incertitude économique était de profiter du fait que notre situation financière n'avait jamais été aussi bonne afin d'« instaurer des réductions d'impôt sans précédent qui rétabliront la confiance et encourageront l'investissement, tout en continuant d'enregistrer des excédents ».

Lorsque la réalité d'un possible ralentissement économique a finalement été évoquée dans le débat public, le gouvernement conservateur minoritaire a fait preuve d'un manque éfarant de leadership, en prévenant les Canadiens que le budget fédéral de 2008 n'inclura aucune nouvelle initiative majeure en matière d'impôts ou de dépenses afin d'éviter un déficit.

En outre, le gouvernement conservateur a clairement fait savoir que les Canadiens ne devaient pas attendre grand-chose du budget fédéral de 2008. Les villes devraient elles aussi s'adresser ailleurs afin d'obtenir de l'aide pour l'entretien de l'infrastructure : le ministre Flaherty a dit aux maires que les nids de poule ne regardaient pas le gouvernement fédéral. Apparemment, après les baisses d'impôt annoncées dans la Mise à jour financière de 2007, la créativité du gouvernement et son sens des responsabilités envers les Canadiens avaient été épuisés.

En agissant ainsi, le gouvernement conservateur tourne le dos à la grande majorité des Canadiens — particulièrement les plus vulnérables — alors que l'avenir de l'économie est de plus en plus incertain.

L'ABGF de 2008 considère qu'il est imprudent, sur le plan social aussi bien que financier, de laisser grandir l'écart entre les riches et le reste de la population. Pour n'importe quelle nation bien nantie, le critère de la politique publique n'est pas de savoir jusqu'où le pays peut aller en termes de croissance économique ou de richesse. Il s'agit plutôt de voir s'il a réussi à améliorer la vie de ses citoyens, particulièrement les plus vulnérables. L'ABGF de 2008 examine les résultats et constate que tant le marché du travail que nos gouvernements ne répondent pas à ce critère. Notre budget propose en outre des solutions applicables et durables — c'est un budget sur lequel les Canadiens peuvent compter. Les auteurs de l'ABGF croient non seulement que les Canadiens *peuvent* attendre davantage de leurs gouvernements, mais qu'ils *devraient* le faire. Pour eux, non seulement le gouvernement peut et devrait réagir, mais l'inaction ne peut pas être envisagée.

Établissement d'un budget non sexiste

Le Canada a éliminé son déficit il y a environ dix ans, mais cet équilibre budgétaire s'est fait sur le dos des pauvres et des femmes. Les femmes ont assumé une part disproportionnée du fardeau des compressions draconiennes que les programmes sociaux ont subies en 1995. Face aux diminutions de service, ce sont les femmes qui ont dû travailler davantage, sans rémunération, pour prendre soin des personnes âgées ou handicapées et des enfants. Ce sont les femmes qui ont fait face à une plus grande insécurité financière en cas de perte d'emploi, à une moindre garantie qu'elles pourraient recourir à l'assurance-emploi au besoin. Ce sont les femmes qui ont éprouvé une plus grande insécurité personnelle lorsque les programmes d'habitation et d'aide juridique ont été vidés de leur substance.

Les femmes constituent plus de la moitié de la population. Un bon gouvernement démocratique doit proposer des budgets qui sont *au moins* non sexiste, mais le Canada a échoué à cet égard. Dix années de budgets excédentaires se sont traduites par des centaines de milliards de dollars consacrés à des réductions d'impôt et à des investissements très insuffisants dans les programmes sociaux autres que les soins de santé. Des recherches ont démontré que les réductions d'impôt profitent surtout aux hommes, alors que ce sont principalement les femmes qui bénéficient des investissements dans les programmes sociaux.

Il est inexcusable que les gouvernements ne fournissent pas à la population une analyse comparative entre les sexes

des répercussions de ses initiatives budgétaires. Dans le cadre de son processus budgétaire, le Canada doit procéder à des analyses complètes, rigoureuses et responsables des sexes-spécificités. Un exercice de budgétisation non sexiste vise à supprimer les iniquités qui persistent entre les hommes et les femmes en intégrant des analyses comparatives dans le processus d'élaboration des politiques macro-économiques et micro-économiques. C'est pourquoi l'ABGF de 2008 comprend une analyse des sexes-spécificités pour tous les chapitres du budget.

Assurer notre prospérité collective

Nous proposons d'accroître de façon importante les investissements publics et sociaux qui contribueraient à créer une prospérité que tous aient en partage. Les mesures que nous proposons bénéficieront à la plupart des Canadiens, mais elles apporteront davantage de mieux-être aux familles qui occupent le dernier rang de l'échelle des revenus — dont la plupart sont des familles de travailleurs à faible revenu.

Une prospérité partagée se traduit par des services abordables de garde et d'apprentissage des jeunes enfants, élément essentiel à la capacité des familles canadiennes d'avoir des emplois rémunérés, des logements et une éducation post-secondaire abordables, un programme national d'assurance-médicaments et le développement du transport en commun. Il s'agit là de programmes qui bénéficient à toutes les familles canadiennes, qu'elles soient riches, qu'elles touchent un revenu moyen, qu'elles comptent parmi les plus vulnérables. C'est pourquoi elles bénéficient du soutien de la majorité des Canadiens et c'est pourquoi l'ABGF de cette année les inscrit au premier rang des investissements publics.

L'écart grandissant entre les riches et les pauvres atteint des niveaux extrêmes dans le cas des Premières nations. Cette distance économique entre les collectivités des Premières nations et les autres collectivités du Canada et entre les citoyens des Premières nations et les autres citoyens du Canada résulte du traitement inégal en droit et en fait, ainsi que du refus de reconnaître et de faire appliquer les droits ancestraux ou issus de traités. Cette injustice structurelle doit être corrigée si le Canada veut donner suite aux questions soulevées dans l'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral.

Du point de vue du revenu, plusieurs avenues s'offrent à notre gouvernement fédéral pour assurer d'ores et déjà le mieux-être économique des Canadiens à faible revenu. Notre Parlement fédéral peut et doit tenir sa vieille promesse

d'éliminer la pauvreté chez les enfants de cette nation opulente. L'ABGF de cette année nous montre comment nous attaquer à la pauvreté et à l'inégalité des revenus de façon équilibrée, mesurée, en améliorant les soutiens du revenu qui ont fait leurs preuves, notamment la Prestation fiscale canadienne pour enfants, et en améliorant les programmes qui sont sensés être offerts aux Canadiens quand ils font face à des temps difficiles, notamment le régime d'assurance-emploi du Canada.

L'ABGF de cette année propose de fermer l'écart croissant entre les riches et le reste des Canadiens en augmentant l'impôt sur le revenu de ceux qui occupent le haut de l'échelle et à faire des gains en capital une forme de revenu imposable. Les Canadiens qui occupent le sommet de l'échelle des revenus paient moins d'impôt, comparativement à tous les autres groupes de revenu, qu'en 1990, et le régime fiscal dans son ensemble pèse aussi lourd sur les pauvres que les riches. Cette situation pernicieuse doit être redressée dans l'intérêt de la justice économique. Il s'agit aussi de la façon la plus viable d'investir dans la génération actuelle et d'assurer l'avenir des générations qui nous suivront.

Intendance environnementale et stratégie de lutte contre le changement climatique

Le changement climatique devient rapidement l'enjeu public le plus important de notre époque, tant au Canada que sur la scène internationale. Il a déjà des répercussions graves sur les écosystèmes dans le monde entier et sur les millions de personnes qui en dépendent pour survivre. Les scientifiques sont unanimes : ces répercussions deviendront encore plus dévastatrices si on ne réduit pas substantiellement les émissions de gaz à effet de serre (GES). Le premier ministre Harper a reconnu que « le changement climatique est peut-être la plus grande menace pour l'avenir de l'humanité » et que « nous devons agir, nous le devons aux générations futures ».

Dans un rapport présenté au gouvernement britannique en 2006, Nicholas Stern, ancien économiste en chef à la Banque mondiale, a affirmé que le changement climatique pourrait coûter à l'économie mondiale 7 billions de dollars par année si les émissions de GES ne sont pas réduites substantiellement. C'est l'équivalent d'environ 1 000 \$ par année pour chaque habitant de la terre, et beaucoup plus que ce qu'il en coûterait de réduire nos émissions de GES.

Au Canada, une intervention urgente est nécessaire pour contrer le changement climatique. Il ne faut cependant pas

oublier qu'il y a d'autres importants défis environnementaux à relever si nous voulons maintenir un milieu propre et sain pour les Canadiens, aujourd'hui et demain.

Un air pur, de l'eau potable, une agriculture pleine de vitalité, l'accès à une énergie sûre, une faune unique et des parcs de renommée mondiale illustrent tous l'importance fondamentale de la viabilité environnementale pour la prospérité et la qualité de vie que chérissent les Canadiens et qui suscitent admiration et envie dans le monde entier. Nous ne pouvons cependant plus considérer qu'il est simplement normal de tirer avantage de ce « capital naturel ». Nous avons déjà constaté que la qualité de l'air se détériore rapidement, que les preuves s'accumulent quant aux liens entre la maladie humaine et la pollution, et que les milieux naturels, ainsi que la diversité des espèces, sont de plus en plus menacés.

Bonne nouvelle cependant : les solutions à ces problèmes environnementaux graves auront aussi d'importants avantages économiques et sociaux, ainsi que pour l'environnement et la santé des Canadiens. Notre société est confrontée à des niveaux inacceptables de pauvreté et d'inégalité. L'AGBF présente des initiatives qui s'attaqueront aux défis environnementaux tout en soutenant les ménages à faible revenu, les travailleurs et les collectivités lors de la transition vers une économie durable sur le plan écologique et social. L'AGBF prévoit à cette fin l'application d'un plan environnemental global pour considérer les défis environnementaux que doit relever le Canada et pour l'orienter, afin qu'il devienne un leader environnemental sur la scène internationale.

Le Canada ne peut que saisir la « possibilité sans précédent » dont a parlé le premier ministre Harper en prenant maintenant des mesures ambitieuses afin de mettre un prix sur la pollution et l'épuisement de ressources non renouvelables, et d'investir dans des initiatives de conservation de l'environnement, appuyées par des mesures réglementaires stratégiques.

Souveraineté, identité et démocratie

Le thème sous-jacent de la présente partie de l'AGBF est la recherche d'une congruence entre l'identité canadienne — entre le regard que nous portons sur nous-mêmes en tant que nation (l'image que nous formons de notre collectivité) — et l'éventail des choix qui s'offrent aux décideurs pour donner du poids à ce que nous sommes et à ce que nous voulons devenir. Les élus doivent pouvoir faire des choix politiques essentiels en notre nom : autrement, la démocratie n'est guère plus que la

façade d'un village de Potemkine pour des décisions qui se prennent ailleurs.

L'un des principaux facteurs qui influent sur notre identité nationale est l'influence dominante qu'exercent sur nous les États-Unis sur le plan culturel, économique, politique et idéologique. Devant un tel déséquilibre de puissance, notre défi le plus grand consiste à maintenir une « distance » suffisante nous assurant la force politique nécessaire à l'expression de notre identité canadienne.

Nos valeurs et nos intérêts nous sont particuliers ; ils sont fonction de notre histoire, de notre géographie, ainsi que de notre place dans l'économie mondiale et au sein de la communauté des nations. Nous voulons tracer une voie qui soit l'expression de nos mythes fondateurs, de notre parcours historique, et qui propose les valeurs de justice sociale qui ont façonné notre société.

Nos politiques, nos lois et nos institutions doivent refléter notre caractère social unique et la mixité unique de nos droits individuels et collectifs ; elles doivent soutenir la gestion de notre fédération complexe (trinationale et multiculturelle). Nous voulons tracer une voie qui mette en valeur la réputation du Canada en tant que bon citoyen du monde : un citoyen engagé envers la paix, les droits de la personne, le respect du droit international, une intendance responsable de l'environnement, une justice sociale et économique.

Nature changeante du travail et de l'économie

L'économie du Canada est sur la voie d'une transformation structurelle profonde qui définira et limitera (à maints égards) nos perspectives économiques pour des décennies à venir. Nous nous spécialisons de plus en plus dans la production et l'exportation de ressources naturelles non transformées ou à peine transformées — surtout des ressources énergétiques et minérales.

La croissance du secteur de l'extraction et de l'exportation des ressources, parallèlement à l'érosion ahurissante de nos capacités de fabrication à valeur ajoutée a renversé les progrès accomplis par le Canada vers la création d'une économie plus diversifiée et développée. Même si le développement délibéré des industries à valeur ajoutée et la réduction de notre dépendance nationale aux exportations de ressources ont été au cœur des politiques des gouvernements du Canada depuis avant même la Confédération, les gouvernements ont adopté un rôle beaucoup plus passif face au développement économique. La spécialisation du Canada en tant que fournis-

TABLEAU 1 Statu quo mis à jour, cadre fiscal

	2007–2008	2008–2009	2009–2010	2010–2011
Indicateurs macroéconomiques				
PIB nominal	1,521,515	1,583,897	1,667,844	1,741,229
Croissance annuelle	5.2%	4.1%	5.3%	4.4%
Opérations budgétaires (millions \$)				
Recettes	243,442	242,336	253,512	264,667
Dépenses des programmes	198,365	207,625	216,970	225,145
Service de la dette	34,000	33,609	33,527	33,305
Solde budgétaire	11,077	1,103	3,015	6,216
Dette de clôture (déficit accumulé)	456,191	455,088	452,073	445,857
Indicateurs budgétaires en tant que pourcentage du PIB				
PIB/rév.	16.0%	15.3%	15.2%	15.2%
Solde budgétaire/PIB	0.7%	0.1%	0.2%	0.4%
Ratio dette/PIB	30.0%	28.7%	27.1%	25.6%
Taux d'intérêt effectif sur dette publique	7.37%	7.37%	7.37%	7.37%

NOTES Les scénarios de référence utilisent le Rapport sur la politique monétaire de la Banque du Canada pour les estimations révisées du PIB pour 2007, 2008 et 2009. Pour 2010, nous utilisons la Mise à jour économique et financière (MEF). Les recettes sont estimées en fonction d'un ratio constant recettes:PIB tel que déterminé dans la MEF. Les estimations de la MEF servent aux dépenses des programmes. Les chiffres du service de la dette sont recalculés d'après le taux d'intérêt effectif de la dette publique en 2007-2008 pour tenir compte des changements dans la dette de clôture.

SOURCES Banque du Canada; Finances Canada.

leur mondial de ressources est de nouveau la dominante, et les accords de libre-échange (notamment l'ALENA, qui confine explicitement le Canada à un rôle d'entreposage énergétique pour l'économie états-unienne), ont largement contribué à couler cette tendance dans le béton.

L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral croit que les Canadiens doivent jeter un regard pénétrant et réaliste sur les effets à long terme d'une restructuration de notre économie entière qui soit centrée sur les ressources, de même que sur les répercussions sur nos perspectives nationales économiques et sociales. Il ne faut pas tenir pour acquis que parce que la surchauffe des marchés mondiaux des produits primaires a eu pour effet de pousser les prix de certaines ressources à des niveaux extrêmement élevés (pour le moment, en tout cas), nous devrions réorganiser notre économie nationale tout entière en conséquence.

En ces temps de profonde incertitude économique et de grands bouleversements, de nombreux travailleurs au Canada se sentent vulnérables. Face à l'imminence de leur licenciement, les travailleurs se retrouvent souvent à un ou deux chèques de paie de la pauvreté. Il est donc extrêmement im-

portant que le programme d'AE soit en mesure de leur offrir une protection.

Les services publics jouent un rôle essentiel dans l'atténuation des répercussions de l'instabilité économique des Canadiens. Le gouvernement conservateur s'est lancé dans une campagne agressive de privatisation des services publics malgré le fait qu'en général la prestation des services publics est plus efficace, coûte moins cher, est de meilleure qualité et offre une meilleure reddition de comptes que le secteur privé. De plus, des services publics convenables font en sorte que chacun, peu importe son niveau de revenu, a la possibilité d'en bénéficier, ce qui réduit les inégalités et améliore l'économie. Des services publics de grande qualité améliorent notre sécurité économique, sociale et environnementale générale et collective.

Les collectivités et les économies locales souffrent dans plusieurs régions rurales et urbaines partout au Canada. Heureusement, nous pouvons compter sur un riche contingent de personnes compétentes et passionnées qui travaillent fort au sein de leurs collectivités. Ces personnes ont déjà contribué à freiner le recul partout au Canada en proposant des politiques et des programmes qui soutiennent avant tout le mieux-être

TABEAU 2 Résumé des mesures de l'ABF (millions \$)

	2007–2008	2008–2009	2009–2010	2010–2011
Recettes				
Scénario de référence	243,442	242,336	253,512	264,667
Mesures fiscales de l'ABF		15,099	24,377	28,558
Total	243,442	257,435	277,889	293,224
Dépenses des programmes				
Scénario de référence	198,365	207,625	216,970	225,145
Mesures de l'ABF		16,202	26,975	33,211
Total	198,365	223,827	243,945	258,357
Service de la dette				
Solde	34,000	33,609	33,609	33,609
	11,077	0	335	1,260

économique des collectivités locales. Ces efforts ont cependant besoin de l'appui du gouvernement fédéral.

Cadre macroéconomique et fiscal

L'Alternative budgétaire fédérale demande avec insistance que les surplus soient réinvestis dans les programmes sociaux de manière à répondre aux nombreux défis que notre nation aura à relever. Pourtant, les dépenses dans les programmes fédéraux restent peu élevées par rapport aux critères du passé.

La nouvelle mouture d'importantes baisses d'impôt sur plusieurs années annoncée dans la mise à jour économique et financière (MEF) en octobre 2007 a pour effet qu'il est désormais possible que, peu importe les priorités que l'on puisse avoir, le débat sur la façon de dépenser les surplus tire à sa fin. Alors que, selon les projections officielles, il y aura encore des surplus d'ici 2012–2013, il faut savoir que ces surplus s'expliqueront par le maintien de la croissance économique relativement vigoureuse dont le Canada a bénéficié pendant une bonne partie de la dernière décennie. Les signaux que l'on reçoit du côté sud de notre frontière évoquent une économie des É.-U. déjà en récession, et cette récession risque d'être plus longue et plus grave que celles de passé récent.

Heureusement pour le budget fédéral, en cas de repli économique majeur, le gouvernement aurait une marge de manœuvre suffisante pour adopter un budget déficitaire, si tel était son choix. Comparativement aux pays du G7, le passif net du Canada est de loin le plus bas de tous, les autres pays étant en déficit depuis quelques années alors que le Canada enregistre des surplus.

L'AGBF prévoit un budget équilibré selon les plus récentes hypothèses de croissance économique de la Banque du Canada. Cependant, advenant un repli majeur, le budget passerait naturellement à une position déficitaire. Nous laisserions faire et ne réduirions pas nos dépenses afin d'obtenir un budget équilibré, puisque cela aurait pour effet d'empirer la situation économique sous-jacente.

Cadre fiscal de l'AGBF

Les baisses d'impôt de la MEF prennent appui sur les baisses d'impôt annoncées dans les budgets de 2006 et 2007. Quand elles auront été toutes réalisées, la perte totale de revenu de la MEF atteindra 14,7 milliards de dollars par année d'ici 2012–2013. Mais si l'on tient compte des baisses d'impôt annoncées antérieurement, la perte totale de revenu découlant des baisses d'impôt des conservateurs d'ici 2012–2013 atteignent le chiffre alarmant de 40,2 milliards de dollars par année.

Parce que les baisses d'impôt ne s'appliqueront pour la plupart qu'à partir de 2008–2009 et ne gagneront en vigueur que par la suite, leur incidence fiscale ne sera pas évidente au cours de la présente année. Nous révisons à la baisse l'estimation de la croissance pour 2007 en nous fondant sur le plus récent Rapport sur la politique monétaire de la Banque du Canada. Pourtant, nous prévoyons que le gouvernement fédéral terminera l'exercice 2007–2008 avec un surplus de 11 milliards de dollars. L'AGBF place ce surplus dans un fonds destinés aux projets d'immobilisations ou d'infrastructures d'importance stratégique (transport en commun, logements sociaux et services de garde à l'enfance) d'ici les trois prochaines années.

Nous prévoyons un cadre de planification de trois ans de 2008–2009 à 2010–2011. Pour 2008–2009 et les deux exercices suivants, nous avons des surplus latents de 1 milliard de dollars, 3 milliards de dollars et 6 milliards de dollars. Les recommandations de l'AGBF quant aux revenus et aux dépenses sont ensuite ajoutées au scénario de référence, de telle sorte que le budget fédéral est à peu près équilibré dans chacune des trois années.

Chapitre sur la fiscalité

Les baisses d'impôt ont été la première priorité du gouvernement fédéral.

Les baisses d'impôt n'amélioreront pas les conditions de vie des peuples autochtones du Canada. Les baisses d'impôt ne résoudreont pas les problèmes qu'entraîne le réchauffement de la planète et ne feront pas le ménage de notre environnement. Les baisses d'impôt n'assureront pas les programmes de garde et d'apprentissage des jeunes enfants. Les baisses d'impôt ne feront pas en sorte qu'il soit plus facile de se lever le matin

pour aller travailler ni n'auront pour effet de constituer des collectivités en santé.

En bref, les baisses d'impôt ne répondent pas à ce que les Canadiens veulent vraiment pour leurs familles. De plus, les baisses d'impôt ont érodé l'équité au Canada et ont contribué à une plus grande inégalité économique. Les mesures fiscales ont rendu le régime fiscal du Canada moins progressif (et régressif à l'échelon supérieur de la répartition de la richesse), les principaux bénéficiaires des diverses baisses d'impôt étant justement ceux qui gagnent les salaires les plus élevés.

L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral augmente les revenus nécessaires aux investissements stratégiques, mais elle a aussi pour effet de rendre le régime fiscal plus équitable et plus viable. Nous atteignons cet objectif en renversant les baisses d'impôt prévues par le gouvernement Conservateur.

Pour des renseignements additionnels au sujet des priorités et investissements de l'AGBF, le document complet est disponible pour téléchargement à <http://www.policyalternatives.ca>

TABLERAU 3 Mesures de dépenses ABF (hausse par rapport aux dépenses proposées) (millions \$)

	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Total
SECTION 1 Sécuriser notre richesse commune				
Peuples autochtones				
Santé, éducation et logement	750	1,550	1,900	4,200
Éliminer le plafond de 2 %	429	400		829
Services de soutien aux familles	129	129	130	388
Compétences et formation	40	40	40	120
Intendance environnementale	114	114	114	342
Centres urbains	25	30	35	90
Centres d'amitié	5	11	16	32
Garde et apprentissage des jeunes enfants	1,100	2,200	3,300	6,600
Villes et collectivités				
Initiative d'économie sociale	44	44	44	132
Constitution d'un fonds des collectivités	3,977	6,356	6,556	16,889
Égalité des femmes				
Subvention à Condition féminine Canada	50	50	50	150
Fonds d'amélioration de l'égalité	10	10	10	30
Commissaire à l'égalité entre les sexes	3	3	3	9
Soins de santé				
SSNA	200	463	527	1,190
Mise à niveau des compétences et aide aux droits de scolarité	200	400	600	1,200
Assurance-médicaments	900	1,800	3,000	5,700
Logement				
Initiative de logement habitable	1,000	1,500	2,000	4,500
Fonds de maintien du logement social	10	10	10	30
Renouvellement du programme d'aide à la remise en état des logements		128	128	256
Renouvellement de la stratégie de partenariat pour les sans-abri		135	135	270
Éducation postsecondaire				
Transfert pour l'éducation postsecondaire	432	1,700	2,400	4,532
Programme Fédéral de subvention	440	1,000	1,800	3,240
Financement PSSSP	233	233	233	699
Fonds de recherche universitaire	200	200	200	600
Fonds de réduction de la pauvreté	500	1,200	2,000	3,700
Prestations de retraite et prestations aux aînés	600	612	624	1,836

TABLEAU 3 (CONT.) Mesures de dépenses ABF (hausse par rapport aux dépenses proposées) (millions \$)

	2008–2009	2009–2010	2010–2011	Total
SECTION 2 Environnement et changements climatiques				
Fonds de transition équitable	50	100	100	250
Réfections de logement, faible revenu	100	100	100	300
Efficacité énergétique	300	567	567	1,433
Supplément pour transport en commun	600	800	1,000	2,400
Stratégie d'énergie renouvelable	250	388	388	1,027
Fonds d'investissement écologique	200	500	500	1,200
Transferts aux municipalités et aux Premières nations	100	200	300	600
Intervention Nature	200	200	200	600
Grands Lacs et fleuve Saint-Laurent	450	900	900	2,250
Agriculture	250	250	250	750
SECTION 3 Souveraineté, démocratie et identité				
Culture canadienne				
Musées	75	75	75	225
Aide internationale	25	25	25	75
Mentorat	0,5	0,5	0,5	2
Développement	460	802	1,200	2,462
SECTION 4 Nature changeante du travail et économie				
Restructuration industrielle, etc.	1,750	1,750	1,750	5,250
Total dépenses	16,202	26,975	33,211	76,388

TABLEAU 4 ABFG Estimation fiscale (millions \$)

	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Total
Plus grande égalité				
Hausse du supplément de la prestation nationale pour enfants à hauteur de 5 000 \$	(2,000)	(3,200)	(4,200)	(9,400)
Hausse du taux d'impôt des salariés à revenu élevé à 31,5 % sur les revenus de plus de 250 000 \$	1,071	1,124	1,180	3,375
Maintenir la déduction maximale pour REER/RPA au niveau de 2007	121	243	364	728
Changements aux économies de la taxe pour l'éducation	796	1,470	1,650	3,916
Équité fiscale et simplification				
Hausse du taux d'inclusion des gains en capital, particuliers	594	2,495	2,619	5,708
Hausse du taux d'inclusion des gains en capital, sociétés	624	2,595	2,699	5,918
Option d'achat d'actions accordée à des employés	438	459	482	1,379
Déduction pour dépenses de repas et de représentation	111	456	468	1,035
Initiatives de taxe sur l'environnement				
Taxe sur les combustibles fossiles pour les émetteurs non industriels à 30 \$/tonne de CO ₂ e	5,250	7,000	7,000	19,250
Recettes des permis échangeables de droits d'émission	250	1,300	2,500	4,050
Remboursement de la taxe sur l'environnement	(3,750)	(5,063)	(5,316)	(14,128)
Investissement				
Ramener la TPS à 6 %	4,515	6,285	6,580	17,380
Maintenir le taux d'impôt fédéral des sociétés aux niveaux de 2007	2,845	4,007	5,856	12,708
Ramener l'IRS à 28 % pour le secteur pétrolier et gazier	1,750	1,750	1,750	5,250
Fonds d'investissement stratégique (à même le surplus de 2007-2008)	2,500	3,500	5,000	11,000
Crédit d'impôt pour capital de risque, fonds d'investissement dans le développement économique communautaire	(15)	(45)	(75)	(135)
Total	15,099	24,377	28,558	68,034



